

# Programme électoral 2019: Notre politique humaniste, libérale et progressiste

## Contenu

Les droits fondamentaux à l'ère de l'information.....	3
Promouvoir l'autodétermination.....	3
S'imposer à la liberté de la presse et d'informations.....	3
Diminuer la repression.....	4
Maintenir une culture de la bienvenue.....	4
Autodétermination, meme dans un moment de crise.....	4
Politique culturelle et éducative à l'ère de l'information.....	4
Libérer la culture et le savoir.....	4
Renforcement de l'intervention précoce, de l'école primaire et du dualité en formation...	5
Centrer la promotion culturelle sur la diversité et la participation.....	5
Investir dans une science crédible et solide.....	5
Politique économique et sociale à l'ère de l'information.....	6
Permettre un marché équitable.....	6
Garantir la viabilité du système de retraite.....	6
Créer une dynamique économique grâce à la sécurité sociale.....	7
Utilisation efficace des taxes.....	7
Réformer l'agriculture.....	7
Politique de l'État à l'ère de l'information.....	8
Rendre le gouvernement et la politique transparents.....	8
Investir dans une vaste offensive pour la technologie civique au lieu du vote électronique .....	8
Permettre des élections et une participation équitables pour tous.....	9
Renforcer l'indépendance et l'ouverture du pouvoir judiciaire.....	9
Poursuivre une politique étrangère active et coopérative.....	9
Séparer l'Église et l'État.....	10

---

Politique environnementale à l'ère de l'information.....	10
Sauver la planète.....	10
Politique sociale à l'ère de l'information.....	11
Permettre à tous de participer à la société.....	11
Égalité entre les sexes et assouplissement des modèles familiaux.....	11
Dissémination contrôlée de médicaments.....	11
Les droits de l'homme universels avant tout.....	12



## Les droits fondamentaux à l'ère de l'information

### Promouvoir l'autodétermination

Nous défendons le droit de protection et de l'intimité. On revendique la souveraineté des données et de prendre la décision autonome en partageant ses propres données. La surveillance intensifiée et la collection des données témoignent la méfiance aux citoyens. On s'oppose à ce paternalisme et à la tendance de suspicion. Il faut strictment réglé les instruments de surveillance de l'administration, la police.

- Sanctionner les entreprises qui négligent la protection des données.
- adopter le recours collectif
- Abolir des techniques de surveillance délicates comme la conservation des données, reconnaissance des câbles, cheval de Troie d'Etat et base de données biométriques nationale
- La transmission de données à caractère personnel fait l'objet d'un cryptage.
- Les utilisateurs devraient avoir le droit à la transférabilité des données afin de pouvoir facilement changer de fournisseur.
- L'utilisation du numéro AVS ne doit pas être prolongée.

### S'imposer à la liberté de la presse et d'informations

La circulation libre des information est prépondérant pour le progrès culturel à l'ère d'information. Sous le prétexte de lutter contre la criminalité, l'état a la tendance de limiter l'accès libre. Nous nous opposons à cette tendance. La connection des informations doit toujours être libre et légale. La neutralité d'internet doit être aussi défendue face aux entreprises et les intérêts particuliers. On s'oppose aussi à limiter l'accès aux jeux vidéo. Ainsi que d'établir des frontières (geoblocking). La censure n'est jamais une solution, juste de lutter contre les symptômes.

- Nous rejetons catégoriquement le blocage.
- Le lien d'information doit toujours être légal, même pour les moteurs de recherche.
- L'interdiction des jeux vidéo devrait être rejetée, de même que les barrières nationales artificielles (géoblocage).
- La taxe sur les médias devrait bénéficier exclusivement au journalisme indépendant, au transfert de connaissances et à la culture, et ne devrait pas être utilisée pour le fonctionnement des radiodiffuseurs ou pour des programmes de divertissement.



## **Diminuer la repression**

Il est trop fait usage des instruments, comme l'interdiction de périmètre, pilori d'internet etc. En luttant contre la criminalité, il vaut mieux focaliser aux travaux sociaux. Die Vermischung von Militär, Polizei, Geheimdienst und Justiz bekämpfen wir. Einen Geheimdienst braucht die Schweiz nicht; hingegen muss Spionage endlich ernsthaft verfolgt werden.

- Ceux qui sont innocemment victimes de violations des droits fondamentaux de la part de la police et des autorités chargées des enquêtes devraient être fortement indemnisés pour cela. La rémunération de la détention provisoire doit être considérablement augmentée.
- es tribunaux des mesures coercitives seront toujours composés de trois juges.
- L'ingérence dans les droits fondamentaux par des particuliers tels que les espions de l'assurance devrait être interdite.

## **Maintenir une culture de la bienvenue**

La liberté de voyage et de circulation des personnes est un besoin fort, qui est développée. La Suisse doit revenir à une culture de bienvenue, les personnes immigrés doivent être intégrés vite. Les personnes qui veulent construire une existence, est apporte l'effort. Une immigration libre renforce notre économie. La population doit se plus vite adaptée au marché de travail.

## **Autodétermination, meme dans un moment de crise**

En Suisse, Les personnes qui se retrouvent à une crise, sont trop vite déprivées de leur droit et de leur autodétermination. Pour les personnes qui font traitement psychologique, pour les personnes qui ont besoin de l'aide sociale etc. Il y a trop des mesure répressives.

- Les admissions obligatoires et les médicaments doivent être considérablement réduits.
- Les personnes en situation de crise devraient se voir offrir des opportunités et des possibilités, et non des règles restrictives.

## **Politique culturelle et éducative à l'ère de l'information**

### **Libérer la culture et le savoir**

Le droit de l'autor prévu n'est pas adapté pour l'ère d'information. Nous revendiquons un droit de l'autor qui ne bénéficie pas les grandes entreprises, mais les auteurs! Le droit de l'auteur ne doit pas empêcher la participation culturelle. Filesharing et Remixing (créer des oeuvres en recomposer des oeuvres existants)



non commerce sont des pratiques culturelles qui doivent être légalisés. L'accès à la culture et le savoir doivent pas contenir des obstacles.

- Les oeuvres qui sont créés par contrat d'état doivent être accessibles sans licence (Software, recherches etc.).
- Le droit d'auteur devrait périmé plus vite qu'aujourd'hui.
- Ni les impôts de lien ni les Uploadfilter doivent être demandés par l'état.

## **Renforcement de l'intervention précoce, de l'école primaire et du dualité en formation**

On s'engage pour un système de formation duale. Par le biais de harmonisation le système scolaire cantonal doivent recevoir l'égalité des chances. L'école/ la formation doit être gratuite et laïque. Le matériel didactique devrait être librement autorisé et accessible.

Nous rendons notre appui à la promotion des jeunes enfants. A notre avis, l'éducation est la vraie méthode afin des franchir des obstacles sociales, c'est-à-dire permettre la mobilité sociale verticale. L'inclusion de tous doit également être réalisée le plus tôt possible au niveau de l'éducation.

## **Centrer la promotion culturelle sur la diversité et la participation**

Nous soutenons une politique culturelle qui permet à tous les groupes de la population de participer à la vie culturelle sur un pied d'égalité. La Confédération devrait permettre à la population d'avoir accès au plus grand nombre possible d'œuvres. En outre, les créateurs, projets et organisations culturels doivent être soutenus dans toute leur diversité. Cela comprend également la culture numérique, comme les jeux et les arts médiatiques, ainsi que la langue et la culture des immigrants.

- Les collections et les archives devraient être numérisées et rendues accessibles, si possible avec une licence gratuite.
- Les œuvres financées par des fonds publics devraient être distribuées et utilisées gratuitement après une période de commercialisation appropriée.

## **Investir dans une science crédible et solide**

Nous sommes en faveur d'une politique fondée sur des données probantes. Les conditions doivent être réunies pour que la recherche puisse être menée en Suisse au plus haut niveau dans le monde. Il faut mettre un terme au transfert de la recherche vers les entreprises à but lucratif. L'amalgame des intérêts publics et privés dans le domaine scientifique nuit gravement à la crédibilité. Les résultats de la recherche doivent être mis à la disposition de la société dans son ensemble. Le transfert des connaissances doit être grandement amélioré.



- Le parrainage de chaises et d'événements par des entreprises à but lucratif doit être interdit (et rendu transparent dans un premier temps).
- La théologie et l'ésotérisme n'ont pas leur place dans les universités d'Etat. (Les études religieuses, bien sûr, le font.)

## Politique économique et sociale à l'ère de l'information

### Permettre un marché équitable

Un marché innovant, équitable et efficace est limité ou empêché par les brevets, les monopoles, la corruption, les forclusions du marché et les réglementations. Dans la mesure du possible, nous sommes en faveur d'un marché libre, décentralisé et résilient qui joue avec des règles simples, équitables et, dans la mesure du possible, internationales. Le moins d'obstacles possible devraient s'opposer à l'esprit d'entreprise innovant et responsable et au bénévolat. Tant qu'un marché fonctionne, l'État doit se retenir. Les consommateurs devraient être protégés contre la tromperie et les employés contre l'exploitation. Mais cela devrait se faire sans excès de réglementation. Les mesures d'entretien structurel et le verrouillage du marché sont coûteux et inefficaces. Les monopoles doivent être combattus efficacement.

- Les brevets sur les logiciels et les gènes devraient être abolis.
- Les importations parallèles devraient être autorisées sans restrictions.
- Des normes libres devraient être utilisées et appliquées.
- Le principe du pollueur-payeur doit être respecté et l'externalisation des coûts doit être combattue par des mesures appropriées.

### Garantir la viabilité du système de retraite

La deuxième colonne est inclinée et doit être redressée. Trop d'argent s'écoule avec les assureurs. Les fonds de pension sont investis dans des entreprises douteuses et le marché immobilier est gonflé.

- Les assureurs devraient être autorisés à détourner une part plus petite pour eux-mêmes, de 95% à 5% (contre 90:10 actuellement).
- Les règles d'investissement pour les fonds de pension doivent être renforcées.
- L'AVS doit être étendue à un niveau qui assure la pérennité de l'entreprise. Cela peut être financé, par exemple, par une augmentation des coûts salariaux accessoires, des excédents de balance monétaire ou des droits de succession.
- Nous refusons de supprimer les prestations complémentaires lorsque le capital de prévoyance est épuisé.



## Créer une dynamique économique grâce à la sécurité sociale

Trop de personnes en Suisse s'accrochent à une situation de travail insatisfaisante parce qu'elles ont peur de la descendance - d'autant plus que la numérisation en cours provoque et provoquera de nombreux bouleversements. Un trop grand nombre d'employés démissionnaires et précaires ralentira le progrès économique de la Suisse. L'amélioration de la sécurité sociale peut stimuler l'économie et rendre les gens plus heureux et en meilleure santé. Notre objectif lointain est un revenu de base inconditionnel.

- Les travailleurs indépendants et les créateurs d'entreprise devraient bénéficier d'une protection simple et renforcée.
- La stigmatisation des assistés sociaux doit être combattue. Les normes CSIAS doivent être respectées dans toute la Suisse. L'assistance sociale devrait garantir les moyens de subsistance et la participation à la vie sociale pour tous.
- Avant de relever l'âge de la retraite, il faut trouver une solution pour les chômeurs âgés de longue durée. Toutefois, des incitations financières plus fortes devraient être créées pour le travail au-delà de l'âge de la retraite.
- AI devrait remplir sa mission et redevenir une valeur sûre en cas de problèmes de santé.
- Le bénévolat et le travail de soins devraient être reconnus et encouragés.
- Les travailleuses et travailleurs sexuels devraient avoir les mêmes droits et la même couverture d'assurance que tout le monde.
- Les jeunes adultes devraient avoir la même couverture d'assurance que les plus âgés. Les primes d'assurance des assurés âgés ne devraient plus augmenter.

## Utilisation efficace des taxes

Les droits et les recettes fiscales doivent être traités de manière économique. Les institutions publiques, l'éducation, la recherche et l'infrastructure, cependant, peuvent coûter quelque chose. Dans de nombreux endroits, cependant, des économies peuvent être réalisées en augmentant l'efficacité et en contrôlant l'efficacité, en réduisant les subventions et en abandonnant les projets de prestige. Nous voulons un régime fiscal beaucoup plus simple, sans échappatoires et sans longues déclarations de revenus. Au lieu d'imposer les couples mariés, nous voulons l'imposition individuelle. Nous rejetons les taxes obligatoires telles que la taxe sur les médias.

## Réformer l'agriculture

Ce n'est pas une politique durable et tournée vers l'avenir que de butter des subventions d'un milliard de dollars à l'agriculture. Ils paralysent l'esprit d'innovation et d'ajustement structurel. Nous considérons que l'élevage intensif est discutable tant du point de vue de la politique environnementale que de l'éthique



animale ; ses subventions devraient être réduites, si possible coordonnées au niveau international. Dans d'autres domaines de l'agriculture, les subventions devraient être limitées à des mesures efficaces de protection de l'environnement et des espèces. Au lieu de cela, des investissements devraient être faits dans la recherche sur les techniques de culture et les variétés de plantes économes en ressources. Les nouvelles méthodes de génie génétique ne devraient pas être taboues. Les variétés de plantes cultivées anciennes doivent être conservées.

## **Politique de l'État à l'ère de l'information**

### **Rendre le gouvernement et la politique transparents**

Les citoyens ont le droit de savoir ce que fait l'État et pour quelles raisons. L'accès aux documents publics doit être simplifié et les données ouvertes (accès gratuit aux données publiques) doivent être encouragées. Le Parlement et les partis doivent respecter les normes internationales de transparence. La corruption de politiciens ne doit plus rester légale.

- Le travail des parlements et de l'administration doit être rendu plus transparent. La loi sur l'accès du public doit devenir plus exécutoire.
- Les parlementaires ne devraient plus être autorisés à accepter des mandats professionnels qui mènent à un conflit d'intérêts.
- Les partis doivent enfin divulguer leurs flux financiers, comme le devraient les partis démocratiques.

### **Investir dans une vaste offensive pour la technologie civique au lieu du vote électronique**

Les coûts, les risques et les avantages ne sont pas bien proportionnés dans l'élaboration et la mise en œuvre du vote électronique. Au lieu de ce projet prestigieux, la préférence devrait être donnée à d'autres projets beaucoup plus faciles à mettre en œuvre et qui peuvent faciliter la participation aux processus démocratiques et de la société civile.

- Les signatures pour les initiatives et les référendums devraient être recueillies en ligne via e-collecting.
- Les citoyens devraient pouvoir participer aux processus législatifs en ligne par E-consultation et être en mesure de soumettre eux-mêmes une proposition de modification législative au Parlement par un motion populaire.
- Diverses options de participation numérique, telles que les „places de village“ en ligne, doivent être testées.



## **Permettre des élections et une participation équitables pour tous**

La part de la population suisse sans droit de vote est beaucoup trop élevée, surtout chez les jeunes. En conséquence, les générations plus âgées sont encore plus en surpoids et la participation et l'intégration des jeunes s'en trouvent affaiblies. Nous voulons que chacun ait son mot à dire dans la prise de décision et que chaque vote compte.

- Les étrangers établis devraient se voir accorder le droit de vote actif et passif à tous les niveaux du gouvernement. En outre, les naturalisations devraient être possibles plus rapidement.
- Les enfants de moins de 18 ans devraient pouvoir demander le droit de vote. Au moins l'âge de voter de 16 ans devrait être introduit.
- Le traitement préférentiel accordé aux grands partis par les petites circonscriptions ou les obstacles à l'exclusion devrait être aboli.

## **Renforcer l'indépendance et l'ouverture du pouvoir judiciaire**

L'indépendance du pouvoir judiciaire est négligée en Suisse. C'est un pilier central d'une démocratie libérale à l'épreuve des tempêtes et doit donc être renforcé. Dans le même temps, le pouvoir judiciaire doit devenir plus public afin de gagner en confiance. Au lieu de restreindre davantage le champ d'application du pouvoir judiciaire par un renforcement permanent du droit pénal, le pouvoir judiciaire devrait s'appuyer sur sa capacité de juger.

- La réélection des juges doit être supprimée et leur mandat prolongé.
- Les tribunaux militaires doivent être remplacés par des tribunaux ordinaires.
- Une juridiction constitutionnelle globale doit être introduite. Les droits de l'homme doivent être respectés dans les procédures pénales.
- Les normes juridiques généralement contraignantes, les décisions des tribunaux, les ordonnances de sanction et les ordonnances d'embauche doivent être rendues publiques.

## **Poursuivre une politique étrangère active et coopérative**

Nous mettons l'accent sur la coopération plutôt que sur l'isolement. La fuite vers le nationalisme n'est pas une option. Nous sommes en faveur d'une politique étrangère active qui se concentre sur les droits de l'homme, la démocratie et la paix et qui s'oppose à la politique de la peur. Le mouvement du Parti pirate européen vise à démocratiser l'Union européenne. En l'absence de progrès significatifs (directs) démocratiques et constitutionnels, l'adhésion à l'UE n'est pas une option pour le Parti Pirate Suisse. Pour la poursuite du développement des relations bilatérales, il convient de trouver une solution pragmatique aux "questions institutionnelles", c'est-à-dire une instance judiciaire internationale.



## Séparer l'Église et l'État

La religion est une affaire privée. Il n'est pas acceptable que certaines communautés religieuses soient favorisées par l'État et soutenues par les impôts.

- Le concept d'Eglises nationales doit être aboli dans toute la Suisse.
- L'enseignement scolaire doit être scientifiquement solide et laïque.
- Les réponses aux questions sur l'euthanasie et l'avortement doivent être fondées sur une éthique humaniste et non sur des idées religieuses.

## Politique environnementale à l'ère de l'information

### Sauver la planète

Le changement climatique doit être stoppé et les ressources limitées doivent être préservées pour que notre planète reste aussi vivable pour les générations futures. Les problèmes de durabilité doivent être résolus à l'échelle mondiale. Cet objectif peut être atteint grâce à de nouvelles technologies, à des politiques fondées sur des faits, à des mesures incitatives et à la coopération internationale. Afin de préserver la biodiversité, il faut créer suffisamment d'habitats appropriés pour les espèces végétales et animales menacées.

- Nous avons besoin d'une taxe d'incitation beaucoup plus élevée sans exemptions, non seulement sur les émissions de CO<sub>2</sub>, mais aussi sur les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et sur les billets d'avion. Le prélèvement doit être remboursé intégralement à la population.
- Nous sommes critiques à l'égard de la compensation des émissions de gaz à effet de serre à l'étranger. À tout le moins, elle exige des preuves scientifiques indépendantes.
- La stratégie énergétique 2050 doit être mise en œuvre. L'électricité ne doit pas être produite à partir de charbon ou de gaz naturel. Si l'augmentation de l'efficacité énergétique et la promotion des sources d'énergie renouvelables ne suffisent pas, l'énergie nucléaire (importée) doit être utilisée si nécessaire.
- Pour une combinaison intelligente des différents moyens de transport, la priorité doit être donnée aux investissements dans les infrastructures cyclables et les transports publics. Un espace suffisant doit être créé pour ces moyens de transport.
- La Confédération doit mettre en œuvre des mesures en faveur d'une informatique plus verte.



## **Politique sociale à l'ère de l'information**

### **Permettre à tous de participer à la société**

Nous visons l'inclusion : Toutes les personnes en Suisse devraient avoir la possibilité de trouver une place dans la société. La séparation des personnes handicapées ou malades, des personnes âgées et des migrants devrait être évitée autant que possible.

- Les efforts visant à assurer un accès sans obstacle, en particulier à l'éducation, doivent se poursuivre sans relâche.
- Des incitations suffisantes devraient être prévues pour encourager les entreprises à fournir des emplois aux personnes moins aptes.

### **Égalité entre les sexes et assouplissement des modèles familiaux**

Le mariage pour tous n'est qu'un début. Pour les mariages et les concubins, il devrait être simple et souple de choisir entre la séparation des biens, la communauté de résultats et la communauté de biens et de pouvoir déterminer librement les obligations alimentaires mutuelles après le mariage. Cela devrait également être possible pour plus de deux personnes. La compatibilité de la vie professionnelle et familiale doit être améliorée et la lutte pour l'égalité des sexes inscrite dans la Constitution doit être poursuivie. Dans la mesure du possible, il convient de renoncer à une classification par sexe.

- Le mariage pour tous, y compris les droits d'adoption, est en retard.
- Les allocations familiales devraient être augmentées et les déductions fiscales réduites.
- Les coûts des soins externes doivent être répartis de telle sorte qu'ils ne rongent pas la totalité du salaire.
- Nous voulons un congé parental qui puisse être divisé de manière flexible.

### **Dissémination contrôlée de médicaments**

La criminalisation de la drogue est une restriction inutile à la liberté de vivre. Elle entraîne également des coûts élevés pour les services répressifs et le système pénal, entrave l'efficacité du travail social préventif et empêche la protection des consommateurs.

- Nous voulons rendre les médicaments disponibles dans un cadre protégé, classé en fonction des risques pour la santé.
- La qualité des substances doit être contrôlée et sécurisée.
- La prévention des substances créant une dépendance devrait être intensifiée.



## **Les droits de l'homme universels avant tout**

Les droits de l'homme universels ont toujours la priorité. Jamais la protection des vies humaines et des libertés fondamentales ne peut être lésée par d'autres intérêts.

La coopération avec les États qui piétinent les droits de l'homme doit être réduite au strict minimum. Les exportations de matériel de guerre vers ces régimes doivent cesser immédiatement. Dans tous les cas, les intérêts économiques personnels doivent être relégués au second plan.

La Suisse doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour que plus aucun réfugié ne se noie au milieu de nulle part ou ne soit exposé aux trafiquants d'êtres humains. Cela nécessite un service de sauvetage en mer opérationnel à court terme et l'entrée légale dès que possible, par exemple par le biais de l'asile dans les ambassades.

Assurer la santé et l'éducation des enfants en fuite est une priorité absolue et doit être soutenue par des ressources financières substantielles.

